



Rete dei Comunisti

International Bulletin n. 2

Juillet 2020

lnx.retedeicomunisti.net

Sommaire

Tangentopoli et le Covid 19. Les malédictions d'un développement déformé en Italie du Nord	2
Par Mauro Casadio, Rete dei Comunisti	2
La crise de l'empire nord-américain	10
Giacomo Marchetti, Rete dei Comunisti	10
Appel pour le "Prix Nobel de la Paix" aux médecins cubains, la conférence de presse	18
By Contropiano.org	18
Notes de la manifestation nationale du 10 juin sous le Ministère de l'Education	21
Par réseau national Noi Restiamo and Opposizione Studentesca d'Alternativa	21
USB : Arcelormittal loin de Tarente, nationalisation et sécurisation de l'usine!	23
Par USB - Unione Sindacale di Base	23
Les caractères du défi syndical. Dix ans après la fondation de l'Unione Sindacale di Base	25
Entretien avec Pierpaolo Leonardi (USB) par Michele Franco	25
Non à l'annexion des territoires palestiniens occupés !	31



Tangentopoli et le Covid 19. Les malédictions d'un développement déformé en Italie du Nord

Par Mauro Casadio, Rete dei Comunisti

Tangentopoli en 1992 et aujourd'hui la diffusion du Covid 19 sont deux événements tout à fait différents, des tournants dans l'histoire de notre pays qui ont un point commun : ils se sont manifestés matériellement à Milan et dans le Nord ou bien dans la zone la plus développée du pays.

Pour comprendre s'il y a un "fil rouge" qui les unit, il faut aller plus loin dans l'analyse d'un modèle de développement qui a caractérisé notre État national depuis sa constitution. En effet, le dualisme Nord/Sud qui caractérise le pays a été construit par la monarchie et poursuivi par la grande bourgeoisie italienne, laissant au Sud le rôle subalterne de réservoir de main-d'œuvre et hiérarchisant les fonctions productives des différentes régions italiennes.

Nous ne traitons évidemment pas de ce sujet, car la vérité historique a été dite et analysée, en général et dans la pensée communiste, avec la contribution décisive de Gramsci et le rôle que le PCI a joué dans les années 50 dans l'organisation des masses paysannes du Sud.

La période de l'après-guerre a été en apparence contre-tendance, quand des tentatives de développement du sud ont été faites avec l'intervention publique et l'industrialisation, d'autre part en dévastant l'agriculture qui avait jusqu'alors soutenu les économies locales. Naturellement, les intérêts du capital privé sont toujours restés au centre des attentions des gouvernements démocrates-chrétiens [en Italie le parti DC a gouverné seul de 1945 jusqu'aux années 80], comme cela a été le cas, par exemple, avec la nationalisation de l'électricité et la naissance de l'Enel [société nationale italienne d'électricité, publique jusqu'au 1999], qui en réalité a sauvé les capitaux des patrons des entreprises en crise de ce secteur.

Mais ces gouvernements avaient aussi dû faire des compromis avec le conflit politique et social qui se profilait depuis le début des années 60, lorsqu'il été nécessaire contenir la lutte de classe qui s'était développée dans le pays, en tenant compte du conflit international entre les deux superpuissances de l'époque. Un pays frontalier comme l'Italie ne pouvait donc pas être laissé aux prises avec des contradictions sociales trop explosives, sous peine de l'affirmation toujours plus forte des communistes dans toute la société.

La tentative d'industrialiser le Sud et de caractériser différemment l'économie nationale entre en crise dans les années 70, dans une nouvelle phase étroitement liée aux dynamiques internationales. En effet, la crise économique de cette décennie est une crise de surproduction de marchandises, où les usines ont une capacité de

production qui va bien au-delà des possibilités d'absorption du marché, qui été limité seulement à l'Occident capitaliste.

En conséquence, les bénéfices - accumulés lors de la phase précédente de boom économique - ne peuvent pas être réinvestis dans l'économie réelle, mais dans la spéculation financière. C'est depuis ce temps-là que les processus de financiarisation développent, en partant des USA et s'étendant au cours des années 80 au reste de l'Occident.

On est ainsi entré dans la phase "classique" financière, selon laquelle "de l'argent naisse l'argent" : la spéculation devienne l'épine dorsale de l'économie internationale et nationale. Ce sont en effet les années du rampantisme craxian, du gouvernement du CAF (Craxi, Andreotti, Forlani), des *capital gain* en Bourse. Ce sont les années de mélange entre économie, finance et politique. Qui avait encore une fonction centrale dans l'État national, même s'il était subordonné aux États-Unis et dans une dimension continentale représentée par la CEE - pas encore Union Européenne.

Le contexte dans lequel mûrit l'affaire de Tangentopoli, qui va détruire toute une classe politique, est caractérisé de nouveau par la centralité du Nord, même de la seule Milan avec le rôle accentué de la Bourse, du fourrage direct et réciproque de la grande industrie et des banques à la politique. Craxi lui-même dans un moment conflictuel avec la famille Agnelli dénonça comment la FIAT avait reçu de l'État 50.000 milliards de lires. Une attaque aussi explicite venait d'un gouvernement "décideur", désireux d'utiliser tous les instruments pour affirmer ses choix, même en confrontation frontale avec le réformisme accentué du PCI de cette période.

Cette évolution se prolonge jusqu'au début des années 90, lorsque, après la chute du mur de Berlin et la naissance de l'Europe de Maastricht, éclate l'enquête sur Tangentopoli qui ouvre un conflit entre magistrature et politique. Un affrontement inédit pour le pays, car ces institutions avaient toujours marché à l'unisson et jamais le pouvoir judiciaire n'avait ouvertement combattu le monde politique. Quand des problèmes se manifestaient, le Parquet de Rome intervenait en se défendant les enquêtes les plus inconfortables et en les dépersonnalisant, gagnant ainsi la définition de "port des brouillards".

Il est utile de rapporter un passage de l'article sur Tangentopoli publié dans le numéro zéro de Contropiano du 2 avril 1993 :

"Mais le maintien de ce pacte de partenariat alimentait les coûts de la dette publique et obligeait le bloc de pouvoir DC/PSI à élargir les cordons de la bourse pour financer la rente parasitaire, garantir l'évasion fiscale à une classe montante dans le secteur tertiaire, alimenter leur alliance historique avec les patrons à travers les financements publics aux entreprises et le gonflement des prix des marchés publics en Italie et à l'étranger, en niant cependant toute intégration entre industrie et finance (depuis toujours objectif des industriels) pour garder le contrôle des banques et du crédit.

La brusque hiérarchisation imposée par les dynamiques internationales de l'économie et du commandement a fait sauter ce partenariat sur le plan économique et politique.

L'initiative des magistrats milanais a ainsi commencé parallèlement à la campagne pour les réformes institutionnelles et la privatisation de l'économie. Le scénario semblait assez défini : le secteur le plus intégré et internationalisé du capitalisme ouvrait la confrontation avec le secteur clientéliste, parasitaire, plus intégré avec l'ancien appareil politique"

Tangentopoli est donc le "pic" d'une crise du modèle de développement historique de notre pays, dans l'acception financière qui s'est affirmée après les années 70. Il est né de la prise d'acte par le grand capital qui - avec la fin de l'URSS - une nouvelle et large possibilité de croissance des marchés mondiaux s'ouvrait, et il était donc temps de se débarrasser des "vieux oripeaux" politiques nationales qui avaient jusqu'alors garanti de toute façon la tenue du profit et la défense contre le conflit politique et social resté vivant en Italie jusqu'aux années 80.

Mais un détail leur a échappait, c'est-à-dire que pour maintenir le niveau de compétition globale féroce qui allait se déterminer avec la mondialisation du capitalisme, ils devaient aussi adapter leur "arrière-pays" stratégique national. De ce point de vue, le modèle dual sur lequel ils avaient construit et lucré jusqu'alors n'avait plus la dimension nécessaire pour tenir dans le temps, sur le plan international, mais pas non plus dans le cadre de l'Union européenne qui se présentait à l'époque avec le traité de Maastricht.

L'État aurait donc dû lui aussi se recycler pour affronter la profonde transformation qui se profilait dans les années 90, en prenant une vision "prévoyante", en renforçant l'école, la recherche et le welfare, en atteignant un minimum d'équité fiscale pour le travail salarié et en essayant de contenir la corruption qui après Tangentopoli a été maîtresse même avec les "nouvelles" forces politiques.

Mais la bourgeoisie italienne n'a jamais eu de dessein visionnaire, elle n'a travaillé que pour les profits immédiats en transférant des installations productives entières et des sièges légaux en fonction du non-paiement des impôts, comme l'a fait, même récemment, la FCA ex FIAT, sauf ensuite revenir à exiger "son propre" argent comme en ces semaines d'urgence/Covid.

La bourgeoisie italienne a spéculé de manière indécente sur les privatisations et les dépenses publiques, où le modèle des entrepreneurs "démocratiques" comme Benetton a fait école, a investi les profits dans la spéculation internationale et n'a pas compris que, pour le développement des dynamiques générales, tôt ou tard on arriverait à la reddition des comptes.

Cette évidente myopie stratégique s'est reflétée et a trouvé son revers dans la dégradation de la classe politique de la Deuxième République, où tant le PDS/DS/PD [centre gauche liberal] que le centre droit, à l'époque encore berlusconien, ont démontré leur inconsistance et leur subordination aux centres financiers nationaux et européens. Pourtant, en Europe, il y avait différentes façons de s'équiper de la nouvelle condition. L'Allemagne a toujours renforcé les relations et l'interaction entre l'État et la production. La France n'a jamais renoncé au rôle stratégique de l'État national dans les secteurs centraux de l'économie, même dans le cadre de l'UE.

La crise de 2007/2008 avait avverti que la financiarisation commencée dans les années 80 était arrivée à son terme. Un signal fort retenti pour les détenteurs de capitaux, à commencer par les banques, qui se retrouvaient à demander de l'argent à l'État pour éviter la faillite. De même façon, cette sonnette a sonné pour la classe politique nationale, désormais totalement inadaptée pour lire les procès réels qui se manifestaient.

Le Covid 19 plonge exactement dans cette situation : le système industriel et financier - reconverti en fonction de la compétition globale et de celle à l'intérieur de l'UE - se trouve concentré essentiellement au Nord, n'ayant pas utilisé les ressources et les potentialités matérielles et humaines présentes dans la dimension nationale et ayant visé à augmenter la précarité, l'exploitation, les dévastations environnementales et les inégalités uniquement pour stimuler les profits "ici et maintenant", aux dépens de la main-d'œuvre et des habitants des territoires.

Au cours de ces dernières décennies, nous avons assisté à une "vengeance de classe" où les entreprises ont poussé sur les relations de travail et sur la privatisation de l'Etat social pour détruire les conquêtes obtenues par les travailleurs, et en particulier dans la santé qui est devenue une crête des intérêts privés. En maintenant l'ancienne organisation productive et en concentrant uniquement dans le Nord la grande partie de la production, de la valeur ajoutée, de l'export, des infrastructures, des investissements, de la logistique, des services à la finance et aux entreprises, et "en plongeant" le tout dans la pollution et la dégradation de l'environnement qui a touché toute la soi-disant "Padanie", s'est créé ce bouillon de culture nécessaire à la propagation dévastatrice du coronavirus.

Le modèle dual maintenu en vie par nos capitalistes ne se présente plus comme une possibilité de croissance mais comme un dommage général fait à l'ensemble de la société.

Ce deuxième pic de crise de notre développement faussé se manifeste à un moment où les marges de reprise générales sont limitées et, de toute façon, toutes à gagner dans une compétition brutale au niveau mondial, lorsque nos capitalistes se trouvent dans une situation nettement désavantageuse.

L'absence de stratégie produite par le poids de la petite et moyenne entreprise, ayant construit bien peu de grandes entreprises capables de rivaliser, a produit un véritable boomerang, car s'il est vrai que le capitalisme italien a participé à la croissance économique après 1991, il est vrai aussi qu'avec l'intégration dans les frontières économiques de l'UE, la distinction entre le Nord et le Sud est devenue très relative: parce que ce qui était autrefois le Nord en Italie aujourd'hui risque de devenir le Sud de

quelqu'un d'autre. Les achats généralisés d'entreprises italiennes par les multinationales étrangères le prouvent.

C'est donc ici que nous retrouvons l'élément commun entre Tangentopoli et le Covid 19, c'est-à-dire un développement social basé historiquement sur les inégalités, dont celle entre Nord et Sud devient la principale et la plus criante.

La possibilité de fonctionnariser tout le pays aux exigences d'une industrie centralisée au Nord, nous disaient être un point de force pour "l'entreprise Italie" avec un pôle plurirégional (que quelqu'un a appelé "la Bavière du Sud") mais maintenant, il devient un élément de faiblesse stratégique de tout le pays.

La Confindustria [le syndicat patronal] semble bien s'en rendre compte : les patrons jugent nécessaire une politique plus agressive dans les relations internes à l'UE, mais surtout à l'égard des travailleurs et de ce qui reste de l'ancien compromis Capital/Travail. On comprend et on craint, en effet, que l'on puisse rouvrir une dangereuse phase conflictuelle qui pourrait empêcher le redressement économique nécessaire aux entreprises pour ne pas succomber dans la confrontation avec les capitales européennes.

La crise sanitaire n'est rien d'autre que le produit d'une compétition qui, au cours des dernières décennies, a décimé des millions d'emplois, détruit la protection sociale et les droits sociaux, a automatisé la production dans les centres impérialistes et dans les banlieues productives et surtout a accéléré la circulation des marchandises et des informations en augmentant les infrastructures et les moyens de communication.

Le capitalisme sature les marges de croissance du marché mondial et réduit la main-d'œuvre, manuelle et mentale, dans la production de valeur, en réfléchant ses limites dans la montée des tensions internationales sur les plans économique, financier et monétaire, politique et enfin militaire.

Dans cette dimension, il apparaît clairement que notre bourgeoisie, "incardinée" dans l'Europe carolingienne, a peu de marge d'autodétermination et cela signifie très brutalement que les travailleurs et les classes sociales subalternes paieront les coûts d'un développement myope et plié à des fins privées.

Cette fois, tout cela ne concernera pas seulement le Sud ou les régions en retard de développement du pays, mais aussi le Nord, comme l'a documenté [une reportage très intéressante faite par Potere al Popolo](#) dans les régions septentrionales, d'où émerge déjà un niveau d'inégalité qui dans la crise sanitaire et sociale augmentera inévitablement.

"Rien ne sera comme avant" n'est pas un slogan, mais c'est la réalité qui se déroule sous nos yeux dans le domaine de l'économie et de la structure ainsi que dans celui de la politique et des institutions.

Dans le scénario national on voit déjà comment les forces émergées de la crise de 2011, le Movimento 5 Stelle et la Lega de Matteo Salvini, perdent des coups soit parce que au gouvernement avec le PD pour défendre l'EU soit parce qu'incapables de représenter une perspective politique crédible.

Le nœud que nous avons devant nous pose de sérieux problèmes stratégiques. L'un d'eux est certainement celui de la Représentation Politique qui se présente maintenant avec la crise évidente de celle qui s'est affirmée lors des élections de 2018. Les communistes et le mouvement de classe doivent assumer cette nécessité en cherchant à comprendre et à travailler sur la façon de reconstruire une représentation organisée des secteurs sociaux subalternes, aujourd'hui pénalisés par un capitalisme de plus en plus régressif.

Nous savons aussi que c'est facile à dire mais compliqué à faire, mais quand des opportunités s'ouvrent pour animer une contre-tendance, il faut faire tout ce qui est possible - et nécessaire - pour les saisir.



La crise de l'empire nord-américain

Giacomo Marchetti, Rete dei Comunisti

Depuis la fin du monde bipolaire, les États-Unis ont jusqu'à présent pris la tête du mouvement mondial. Depuis près de trente ans, les États-Unis ont essentiellement imposé leur hégémonie mondiale à l'extérieur et ont réussi à gouverner les contradictions sociales qui caractérisent leur modèle de développement.

Aujourd'hui, elle n'est plus en mesure de concevoir un cadre de relations internationales dans lequel exercer son hégémonie, ni de gérer efficacement à l'intérieur de ses frontières les points critiques qui minent sa cohésion interne. La diplomatie américaine semble avoir été réduite, d'une part, à la menace d'une intervention militaire - montrant ses muscles souvent sans les utiliser - et, d'autre part,

au mélange de tarifs protectionnistes et de sanctions contre tous ceux qui menacent ses intérêts.

Cette absence de stratégie "inclusive" est le signe d'un déclin avancé, visant davantage à sauvegarder une rente de position qu'à définir un plan de relance global de son propre "premier parmi ses pairs".

Le seul cadre international dans lequel les États-Unis jouent un rôle de premier plan est l'OTAN.

Ici, ils tentent d'imposer leur propre programme, en particulier contre la Chine et la Russie. Ces deux États sont - dans la vision stratégique américaine - de moins en moins de simples "concurrents" mais de plus en plus des "antagonistes".

La suprématie militaire des États-Unis en termes de dépenses militaires et de l'isolement militaro-industriel en tant que tel est essentiellement encore inégalée : la question est de savoir si cette "machine de guerre" sera ou non suffisante pour maintenir son hégémonie dans les scénarios de conflit qui se mettent en place.

En fait, soixante-dix ans après le déclenchement de la "guerre de Corée" - c'est-à-dire le début de la guerre froide - une "guerre froide d'un nouveau genre" semble caractériser le scénario actuel de la concurrence mondiale dans un contexte d'impasse des impérialismes.

Il y a des secteurs dans lesquels les États-Unis ont perdu ou sont en train de perdre leur leadership ou de prendre une position plus subalterne : le pétrole, la technologie, l'espace, la domination monétaire.

Le leadership mondial atteint dans la production de pétrole grâce au gaz de schiste reposait sur certains aspects contingents : le prix élevé du pétrole brut, le "médicament financier" et le soutien de l'administration. Le changement des conditions générales du marché a entraîné l'effondrement du "nouveau" leadership américain et risque de faire s'effondrer un système dans lequel seuls les plus gros acteurs semblent être sauvés, réduisant une chaîne de production centrale dans l'économie de certains États importants de l'Union.

Trump a dû faire pression sur les deux principaux pays de l'OPEP PLUS - la Russie et l'Arabie Saoudite - pour trouver un accord permettant de réduire la production de pétrole brut de manière à rétablir les prix du pétrole, presque en chute libre après la guerre des prix menée par l'Arabie Saoudite.

Le "leadership technologique" des États-Unis contre la Chine s'est affaibli, ce qui a donné lieu à une "guerre commerciale" dans le secteur qui est resté en dehors des accords entre les États-Unis et la République populaire au début de cette année, et qui s'est encore aggravé ces derniers mois. En fait, la Chine développe expérimentalement une nouvelle configuration du réseau numérique, et est proposée comme pivot pour son développement également au sein de l'ONU.

Si les États-Unis sont récemment revenus - après une série d'échecs retentissants et meurtriers - pour pouvoir lancer leur propre peuple dans l'espace de manière autonome, le rôle de la NASA est fortement réduit et nous pouvons voir l'émergence de deux acteurs privés qui ont de plus en plus de pouvoir comme Space X et Boeing.

La Chine a depuis longtemps développé sa propre capacité spatiale autonome et achève le développement de son propre système de satellites à usage militaire et civil avec la mise au point d'un système de géo-positionnement connexe, érodant ainsi ce qui était une ancienne primauté occidentale et se rendant "non rétrograde" dans la future course à l'espace.

En termes de choc monétaire et d'échafaudage commercial et financier construit autour du dollar, les États-Unis, encore maîtres incontestés du secteur financier, voient leur rôle remis en cause par le processus progressif d'internationalisation du renminbi et, surtout, par la configuration d'une série d'institutions internationales, y compris financières, qui n'ont plus le pivot de la monnaie américaine et qui jettent les bases d'un monde véritablement multipolaire, avec un espace d'échanges et d'accès au crédit indépendant des réseaux et de la monnaie américaine.

Les États-Unis étaient une puissance en déclin à bien des égards, même avant la pandémie.

La dernière étape de ce processus de déclin est l'affaire Covid-19, tant dans sa gestion interne que dans son action internationale.

Les États-Unis, contrairement au passé, n'ont pas constitué un "modèle d'intervention" - sinon en négatif - pour le reste de la planète, et n'ont pas orienté une réponse à la pandémie avec leur propre stratégie d'intervention.

Ils ont blâmé la Chine pour la propagation du virus et ont retiré des fonds à l'Organisation mondiale de la santé.

La menace d'utiliser l'armée pour réprimer les mobilisations suite à la mort de George Floyd a signalé à la fois l'incapacité actuelle à gérer le conflit social et une division évidente entre l'administration actuelle et le Pentagone (qui s'est prononcé contre l'utilisation de l'armée) et une tension entre l'administration fédérale et les élus locaux.

C'est un nouvel épisode de tension dans la "chaîne de commandement" que nous avons observé tout au long de la gestion de la pandémie.

L'accélération des contradictions imposées par la pandémie à un bâtiment déjà fragile a montré l'incapacité à garantir un bien-être suffisamment étendu à de larges pans de la société pour servir de base à un consensus, aggravant une crise de légitimité du leadership politique actuel.

La crise de 2007-2008 était une anticipation de ce qui se passe maintenant.

En fait, la fin de sa force propulsive au niveau économique s'est déjà fortement manifestée avec la crise financière déclenchée par l'explosion de la bulle des subprimes. Cela a mis en évidence certaines faiblesses structurelles, sans qu'aucune recette ne permette de les surmonter au cours des dix dernières années. Il a donc reproduit un système économique étroitement lié à l'économie financière de plus en plus déconnecté de la base matérielle sous-jacente et des besoins des populations qui, avec la puissance de guerre, a assuré jusqu'ici le poids international du dollar.

Le complexe militaro-industriel est resté le premier secteur de son développement et le véritable acteur des décisions de gestion prises par l'État profond, plus que l'administration qui gouverne officiellement le pays.

Cette crise avait amorcé un processus de délégitimation de l'establishment par d'importantes parties de la population déjà dans la précédente course à la présidence du pays, produisant, pour ainsi dire, deux résultats politiques similaires mais opposés : d'une part l'ascension réussie de Trump au Parti républicain - et son élection ultérieure - et d'autre part l'ascension de Bernie Sanders, un sénateur "anonyme" du Vermont qui se disait socialiste et qui a pu concourir pour l'investiture d'Hillary Clinton dans les rangs du Parti démocrate.

Un scénario partiellement répété lors des élections présidentielles de cette année, où aucun candidat républicain n'a contesté Trump lors des primaires et où la seule fin de l'establishment démocratique (droite et gauche) était de bloquer Sanders et sa politique.

Un signe clair de l'incapacité des deux acteurs politiques historiques qui ont toujours dominé la scène nord-américaine depuis 160 ans maintenant à exprimer un leadership dans leurs propres rangs et à proposer un projet global capable de rassembler le consensus nécessaire en traçant une perspective.

Dans le cas de Trump, il est apparu clairement qu'un système n'est plus capable de reproduire une classe dirigeante qui sait comment gouverner la première puissance mondiale, aujourd'hui confrontée à sa crise la plus grave depuis 1929.

La pandémie a mis en évidence la manière dont la politique d'internationalisation des chaînes de production et le déplacement de secteurs stratégiques hors du périmètre national des États-Unis pour les besoins de profit des entreprises ont endommagé l'ensemble du système national. Ce processus, conjugué à la "mondialisation néo-libérale", avait auparavant entraîné une "désertification industrielle" dans les États qui étaient le cœur productif des États-Unis, avec une crise sociale qui n'a pas connu d'inversion significative de la tendance jusqu'à aujourd'hui dans les zones de la "ceinture de rouille".

Il suffit de dire que pour la fourniture de certains biens médicaux nécessaires pour faire face à la pandémie, les États-Unis ont dû recourir à des produits fabriqués en Chine ou en Russie.

Cela a imposé parmi les hauts niveaux de la politique américaine un débat sur la nécessité de "réinternaliser" les chaînes de production, également en raison du chômage de masse dans lequel le pays est retombé, qui a atteint plus de 40 millions de travailleurs.

La perte de capacité industrielle et l'appauvrissement des couches de la classe ouvrière conçues comme la classe moyenne, ont été un effet boomerang contribuant à la délégitimation de l'établissement enclin aux intérêts du capital privé.

Le pouvoir écrasant des entreprises privées sur la santé publique s'est également manifesté par l'incapacité de l'administration - malgré ses marges légales - à "imposer" la production de certains biens médicaux nécessaires à ses entreprises, afin de ne pas nuire à leurs marges bénéficiaires.

Le même signe a été l'incapacité manifeste du système de santé américain à prendre en charge la santé de ses citoyens, réduits à être des clients pour les entreprises de l'"économie blanche" dont ils tirent des profits. L'industrie pharmaceutique a jusqu'à présent imposé ses propres besoins de profit en ce qui concerne la découverte d'un éventuel vaccin pour Covid-19. La recherche du vaccin est abondamment subventionnée par l'argent public, mais il n'est absolument pas dit que s'il était découvert par des entreprises nord-américaines, il serait mis à la disposition de tous, au-delà des possibilités économiques des individus.

Les soins de santé privés et les "Big Pharma" se sont avérés être de véritables désastres pour le peuple américain, un exemple clair de l'échec d'un modèle.

Il n'est pas surprenant que, même avant l'épidémie, la proposition d'un système de santé universel et gratuit - le cheval de bataille de Sanders - ait gagné un soutien croissant parmi les électeurs démocrates et républicains, dans un pays qui a le plus haut niveau de dépenses médicales par habitant et, en même temps, un grand nombre de

personnes qui n'ont pas d'assurance médicale - ou qui, paradoxalement, l'ont perdue pendant la pandémie en raison de licenciements - n'ont pas accès aux soins médicaux.

En général, les déficits systémiques et la "gestion criminelle" de l'urgence pandémique de l'administration actuelle se sont faits au détriment des catégories les plus vulnérables de la population, en particulier les "minorités ethniques" de la classe ouvrière, qui ont vu un niveau de décès dans leurs communautés dépasser leur impact démographique global sur la population : les Amérindiens, les Latinos et en particulier les Afro-Américains.

La mortalité était également due au fait qu'ils occupaient les emplois les plus menacés pendant la pandémie, et que la plupart des membres de ces communautés étaient obligés de "travailler", mettant en danger leur propre santé et celle de leurs proches.

Cette partie des travailleurs a recommencé à organiser des grèves et des initiatives, rompant une paix sociale qui durait depuis des décennies et jetant les bases de la "renaissance" du mouvement syndical dans des domaines clés de la logistique et de la "Gig Economy".

Il n'est pas surprenant qu'un nouveau meurtre d'un Afro-Américain par la police ait fait exploser les contradictions sous-jacentes qui sont devenues explosives.

La grève des dockers de la côte ouest le 19 juin, promue par l'ILWU - anniversaire de la libération de l'esclavage en 1865 - dans 29 ports d'escale, a donné la figure du processus de politisation : l'expression la plus militante de la classe ouvrière américaine a paralysé pendant 8 heures un nœud important de la chaîne logistique en solidarité avec la lutte des Afro-Américains avec un arrêt qui va au-delà des revendications traditionnelles "bread and butter" du syndicalisme américain.

Il est clair que ces impulsions qui caractérisent les États-Unis et qui touchent en partie l'Amérique profonde - comme dans le cas des mobilisations qui ont suivi la mort de George Floyd - ne trouvent pas une représentation politique adéquate et n'ont pas de point de référence, sinon dans le substrat pourtant important des militants souvent très jeunes et adultes de ces dernières années.

Les difficultés actuelles de l'impérialisme américain sont une grande opportunité pour les forces progressistes et révolutionnaires de la planète.

Elles sont l'occasion de rompre avec sa domination à tous les niveaux, et de relancer une bataille qui remet en question ses bases et sa présence militaire à l'étranger et la nécessité de rompre les liens avec son principal "bras armé" qu'est l'OTAN. La crise actuelle nous donne la possibilité de remettre en question le processus de colonisation culturelle mené par les États-Unis qui a profondément pénétré dans les rangs de notre bloc social pendant ces 30 années de contre-révolution libérale.



Appel pour le "Prix Nobel de la Paix" aux médecins cubains, la conférence de presse



Contropiano.org est un journal communiste en ligne: <https://contropiano.org>

Article original: <https://contropiano.org/news/politica-news/2020/05/25/appello-per-il-nobel-per-la-pace-ai-medici-cubani-la-conferenza-stampa-0128355>

« L'avenir de l'Italie, c'est vous les jeunes, vous êtes les représentants d'une Italie profonde et authentique, toujours antifasciste et solidaire, et qui a toujours soutenu le peuple cubain. Pour nous, ce fut un privilège de vivre cette expérience médicale, mais ce fut aussi une rencontre entre les peuples qui va redéfinir la perception qu'ils ont les uns des autres, bien au-delà des simples intérêts économiques. Au nom de la brigade Henry Reeves, merci pour le geste que vous avez fait, nous serons unis pour toujours. »

Ce sont les mots touchants du représentant de la "Brigade médicale cubaine Henry Reeves", qui est venu dans notre pays en pleine crise pandémique pour soutenir le système de santé vidé de sa substance en Lombardie et plus tard aussi au Piémont.

L'occasion était la conférence de presse diffusée ce matin au Parco Dora de Turin devant la belle fresque réalisée par les militants de Noi Restiamo (ici le communiqué de presse du matin) et d'Osa pour remercier, avec un représentant de la Rete dei Comunisti et de Potere al Popolo, l'action de solidarité internationaliste menée pour la énième fois par le peuple cubain.

La conférence de presse a exprimé son soutien à l'appel lancé par Luciano Vasapollo et Rita Martufi, coordinateurs du "Chapitre italien du Réseau des intellectuels et artistes pour la défense de l'humanité", pour l'attribution du prix Nobel de la paix à la brigade active dans notre pays, appel déjà relancé par une vingtaine d'organisations et d'associations européennes.

La conférence a également lancé un message au président de la région du Piémont, Alberto Cirio, et à la maire Chiara Appendino, demandant une position ferme contre le blocus économique criminel des États-Unis (et continuellement soutenu par Israël) qui afflige le peuple cubain depuis des années, sans pouvoir fléchir.

À Rome et à Milan également, l'appel a été soutenu par des garnisons et des bannières. Le Parti communiste cubain et le gouvernement de l'île n'ont jamais lancé de bombes sur d'autres pays, mais ont plutôt exporté la science, la solidarité et l'aide à tous ceux qui le demandaient, à tous ceux qui en avaient besoin.

C'était également le cas pour notre pays dans la Lombardie, loin d'être excellente, bien que les différents gouvernements nationaux au cours des décennies aient toujours rejeté l'alternative mise en place dans l'île des Caraïbes comme étant un "régime dictatorial".

Mais une fois de plus, l'internationalisme cubain a dépassé l'idéologie dans notre pays, s'avérant une fois de plus le point de référence le plus avancé pour toute hypothèse en dehors et contre l'exploitation capitaliste et cette organisation sociale basée sur l'individualisme de masse et la concurrence effrénée.

Cuba répond par la coopération et la solidarité entre les peuples.

Merci Cuba! Medicos y no Bombas!

Voici un lien vers une vidéo et quelques photos de la conférence de presse

<https://www.facebook.com/watchparty/243263290292064/>.

La nouvelle de la conférence de presse a également été donnée par les agences d'information cubaines

<https://twitter.com/cubainformacion/status/1264326248022622214?s=12>

et le ministère cubain des Affaires étrangères

<https://twitter.com/cubaminrex/status/1264662008760336385?s=12>



Notes de la manifestation nationale du 10 juin sous le Ministère de l'Education

Par réseau national Noi Restiamo and Opposizione Studentesca d'Alternativa

Noi Restiamo (Ici nous restons) est une organisation nationale d'étudiants et de jeunes travailleurs: <http://noirestiamo.org>

OSA (Alternative Student Opposition) est une organisation nationale des lycéens

La journée du 10 juin a signé un passage politique important dont OSA et Noi Restiamo ont été protagonistes grâce à une méthode de travail ayant ces racines dans l'organisation indépendante des étudiantes et des jeunes. Une organisation qui a pour objet celui d'aboutir à la primauté des nouvelles générations dans la lutte générale pour une alternative de système.

La réussite du rassemblement à Rome, face au MIUR (ministère de l'Instruction, de

l'Université, de la Recherche) a bien représenté la convergence entre les luttes de collégiens et étudiants et celles des travailleurs de l'écoles, de la formation et de la recherche, organisés par les structures du syndicat USB Employment Public.

La mobilisation imposait l'urgence d' un changement de cap dans les politiques de privatisation des savoirs pour revendiquer la fonction d'émancipation collective de la formation.

En finir avec l'enseignement par compétences et le dogme de la valuation seront les mots clés qui accompagneront une reprise en sûreté à septembre pour étudiants et travailleurs.

L'émergence sanitaire a mis beaucoup de jeunes en face des contradictions d'un modèle social construit sur les dogmes de la flexibilité du travail, l'impossibilité d'engagement dans le welfare public et la compétition entre individus.

C'est à l'intérieur de ce contexte et en analysant le procès de déstructuration du rôle de l'école, de la formation et de la recherche publique créée par les gouvernements de centre-droit et centre-gauche asservis aux lignes directrices européennes dans les derniers trente ans, que il faut juger le Décret École de la ministre Azzolina et les mots de Manfredi sur le futur de l'université.

La tendance à l'entreprisisme, à l'élitarisation et au désengagement économique des parcours formatifs et de la gestion du savoir envisage la même volonté politique pliant la connaissance à la filière productive pour qu'elle soit plus compétitive au niveau international.

Dans ce but, les nouvelles générations sont victimes d'une œuvre de profonde idéologisation soutenant les valeurs du système économique et social dominant.

Dans la même journée il y a eu d'autres mobilisations à Catania e Genova qui revendiquaient un changement général du monde de la formation. Des places de hier le vent de l'Alternative se lève et souffle sur la reprise des luttes entre les bancs d'école et d'université



USB : Arcelormittal loin de Tarente, nationalisation et sécurisation de l'usine!

Par USB - Unione Sindacale di Base

Unione Sindacale di Base (USB) est une organisation syndicale indépendante et de classe:
<https://www.usb.it>

Link original: <http://www.wftucentral.org/usb-italy-arcelormittal-away-from-taranto-nationalisation-and-securing-the-factory/>

Arcelormittal n'a présenté le nouveau plan d'affaires pour les anciennes usines d'Ilva qu'aux ministères concernés et non aux syndicats.

Même le gouvernement l'a décrit comme décevant, Arcelormittal loue les aciéries de Tarente, Gênes et Novi Ligure (les usines sont détenues par Ilva sous administration extraordinaire).

En mars, un plan a été signé qui prévoit une production de 8 millions de tonnes d'acier en 2025 et le maintien des effectifs actuels de 10 700 salariés du groupe. Dans le nouveau plan, par contre, la production est de 6 millions et la main-d'oeuvre de 7 500. Il y aurait donc environ 3300 licenciements, dans la phase de transition jusqu'en 2023, pour lesquels les amortisseurs sociaux seraient utilisés. Le soutien économique demandé par Arcelormittal au gouvernement est d'environ 1,8 milliard.

Arcelormittal n'a pratiquement rien respecté, il a jusqu'à présent fait le contraire de tout ce qu'il a dit et qui avait été inclus dans l'accord que nous avons signé l'année dernière.

Arcelormittal doit maintenant s'en aller, à Tarente n'a pas investi un euro. Maintenant, il demande plus de ressources publiques. Probablement pour procéder au licenciement de milliers d'autres travailleurs. On parle de 1,8 milliard d'euros qui doivent être utilisés pour la reconversion économique et pour la ville. Dans cette optique, comment peut-on envisager d'inclure Tarente dans le New Deal vert européen par la décarbonisation, comme le dit le ministre Gualtieri [ministre de l'économie] ? Comment peut-on parler de garantie de continuité de l'emploi ? Comment est-il possible de combler le fossé entre ce plan industriel qui est inadmissible et ce dont les travailleurs et Tarente ont tous besoin ?

Hier (9 juin) USB a commencé une grève de 48 heures : loin de Tarente, la multinationale de la terreur.

Il ne peut y avoir aucune discussion avec ceux qui demandent des ressources publiques pour dominer Tarente, licencier des travailleurs, nuire aux entreprises dans le contrat et ignorer les règlements de La Haye.

Nous ne comprenons certainement pas l'attitude du gouvernement, qui est encore hésitant et incertain quant à ce qu'il faut faire.

Les instruments dont dispose le gouvernement doivent plutôt être utilisés dans une autre direction, c'est-à-dire pour chasser cette multinationale.

Nous devons nous battre pour cela.



Les caractères du défi syndical. Dix ans après la fondation de l'Unione Sindacale di Base

Entretien avec Pierpaolo Leonardi (USB) par Michele Franco

Il y a dix ans - précisément le 24 mai 2010 - avec un événement public au Teatro Capranica à Rome, l'Unione Sindacale di Base est née. Le processus qui a conduit à ce résultat politique a été un travail complexe de confrontation, de socialisation des expériences et de compréhension politique/pratique entre certaines des organisations du syndicalisme de base de cette période : le RdB, le SdL et certaines pièces du CUB de l'époque.

Nous rencontrons Pierpaolo Leonardi, de l'exécutif national confédéral, et nous lui posons quelques questions:

QUESTION : Il nous semble nous souvenir que les raisons qui ont poussé à la réalisation du processus de construction de l'USB étaient nombreuses. Une forte volonté d'unité parmi ceux qui voulaient construire une alternative autoritaire au collaborationnisme syndical de Cgil, Cisl et Uil et considéraient que la force motrice du syndicalisme de base était épuisée et la conscience que - en particulier avec le déclenchement de la crise économique mondiale de 2007-2008 - les marges économiques et sociales de ce "compromis dynamique" entre le capital et le travail qui garantissait encore un taux de redistribution compatible s'étaient rétrécies et usées. Après dix ans, quel bilan faites-vous de l'activité de l'USB en termes de consolidation d'une forme de syndicat autonome et indépendante dans notre pays ?

REPONSE : Je pense pouvoir dire que le pari que nous avons pris dans une crise comme celle que nous traversons a été gagné, du moins jusqu'à aujourd'hui. Bien sûr, il en faut beaucoup plus et nous devons faire beaucoup plus, mais je pense pouvoir dire qu'après avoir traversé la crise de 2008 et ses conséquences, le fait d'avoir réussi à faire grandir et à consolider les trois principaux piliers de l'USB, à savoir le travail privé, l'emploi public et la dernière Fédération sociale, est certainement un résultat à considérer comme définitivement positif. En particulier, le résultat doit être mesuré non seulement par rapport à notre croissance, mais aussi par rapport au lent déclin des expériences du syndicalisme de base et du "Cgil de gauche" qui ont littéralement disparu du paysage syndical ou d'une "nouvelle entrée" qui s'est installée sur un terrain que nous ne partageons pas et avec un modèle syndical que nous n'avons pas l'intention de pratiquer ou de fréquenter.

QUESTION : Ces derniers jours - dans un état général compliqué et avec des torsions autoritaires explicites en place - il y a eu deux mobilisations importantes dans lesquelles l'USB accomplit une tâche de premier plan. (la Grève des Ouvriers Agricoles et l'indignation des travailleurs de la sidérurgie de Taranto contre les criminels d'Arcerol Mittal). Quelle contribution le syndicat de base peut-il apporter, dans les prochains mois, à la construction d'un nouveau mouvement ouvrier capable de généraliser, d'articuler et surtout d'unifier les différents secteurs, aujourd'hui fragmentés, du bloc social ?

REPONSE : J'aimerais commencer, si vous le permettez, par le succès de la grève générale du 25 mars. À cette occasion, quelques jours seulement après le

déclenchement de la pandémie de Covid 19, nous avons pris la responsabilité d'appeler et de mener une grève générale, malgré le fait que la Commission de garantie l'avait explicitement interdite et, en conséquence de notre choix de la mener quand même, nous risquons aujourd'hui des amendes de plusieurs milliers d'euros. Le succès de la grève, qui n'a évidemment été que symbolique dans les domaines liés à la santé et à la sécurité, a eu le mérite d'ouvrir une phase de généralisation des luttes autour du mot d'ordre "santé d'abord" qui s'est ensuite articulé en grèves et mobilisations de catégorie, d'abord virtuelle puis pratiquée "en présence" comme celle des travailleurs pour la régularisation des migrants et la fin de l'exploitation imposée par la formation des prix par la grande distribution, les travailleurs d'Ilva de Taranto contre le jeu continu "prends l'argent et cours" d'Arcelor Mittal et contre l'échange infâme droit au travail contre droit à la santé, à l'hygiène environnementale et qui se poursuivra le 29 mai prochain avec la mobilisation nationale de la Santé. Un travail confédéral qui a permis des mobilisations de catégorie ou de secteur pour donner un signal immédiat que les résultats de la crise ne peuvent pas être chargés, encore une fois, sur les travailleurs, les classes ouvrières, les migrants, les femmes. Nous pensons que seul un processus unifié de relance des mobilisations et des luttes des secteurs productifs historiques mais aussi, et peut-être plus important encore, de la nouvelle génération de travailleurs laissés complètement sans protection économique et du travail pendant les mois de blocage est décisif dans la prochaine phase où se jouera le jeu de savoir qui devra payer le compte de la crise.

QUESTION : Parmi les points programmatiques du projet syndical de l'Unione Sindacale di Base , nous voulons souligner l'élaboration (et les formes pratiques expérimentales) de ce qui est communément appelé "Syndicalisme Métropolitain" et/ou "Confédéralisme Social". Depuis le dernier Congrès, une catégorie spécifique de la Confédération, la Federazione del Sociale, a également été lancée afin de mieux sonder et tenter d'organiser les multiples formes d'exploitation, d'oppression et de crise urbaine qui se manifestent en dehors des lieux de travail traditionnels. A quel point ce travail de l'USB et comment s'intègre-t-il dans l'action générale de l'activité confédérale ?

RÉPONSE : Le choix fait lors du dernier congrès de Tivoli pour officialiser la naissance de la Federazione del Sociale à laquelle ils appartiennent, l'AS.I.A (Associazione Inquilini e Abitanti/Association des locataires et des habitants), la Federazione dei Pensionati (Fédération des Retraités) et le SLANG (Sindacato dei Lavoratori di Nuova Generazione/Syndicat des travailleurs de la nouvelle génération), a eu une genèse assez

longue dans laquelle nous nous sommes interrogés à travers quel instrument permettre à ceux qui n'avaient pas d'emploi, ou à ceux qui ont vécu les drames de la métropole au sujet du droit de vivre et de l'habitabilité dans les territoires, ou à ceux qui ont été obligés de faire semblant d'être indépendants alors qu'ils étaient un salarié classique comme les nouveaux TVA, Rider, les travailleurs saisonniers du tourisme et bien d'autres figures de la fragmentation du travail d'entrer dans une relation vertueuse avec d'autres qui avaient besoin d'un instrument de protection collective et d'organisation de leur condition. Aujourd'hui, la Federazione del Sociale est déjà active dans un grand nombre de villes italiennes, principalement dans les grandes provinces et les zones métropolitaines, et elle est dirigée par des structures principalement composées de jeunes qui s'avèrent également être une ressource précieuse en termes de rotation nécessaire des groupes de direction du syndicat.

QUESTION : L'USB fait partie de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) et vous avez vous-même occupé des postes importants au sein de cette organisation mondiale. Nous rappelons à nos lecteurs que même une figure de proue du mouvement syndical dans notre pays, Giuseppe Di Vittorio, a eu des responsabilités centrales, immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, au sein de la Fédération Syndicale Mondiale. Face à la concurrence internationale croissante et à l'action antisociale de notre impérialisme (sous la forme de l'Union européenne), quel rôle peut jouer un mouvement syndical international requalifié et renouvelé et, par conséquent, l'intervention active d'une organisation multinationale de travailleurs ?

REPONSE : Immédiatement après le congrès fondateur en 2010, nous avons décidé de rejoindre la Fédération Syndicale Mondiale, dont nous suivions le chemin depuis les années 80 en tant que RdB. Nous avons été convaincus par l'approche avec laquelle, après quelques années de crise due à la fin de l'URSS, avec le Congrès de La Havane, auquel nous avons participé en tant qu'observateurs, nos camarades cubains et indiens et, en Europe, les camarades grecs du PAME ont repris en main le destin du FSM et ont mené une relance renouvelée. Il en est résulté un syndicat mondial internationaliste aux caractéristiques nouvelles et certainement plus dynamiques, qui a été structuré avec succès au niveau régional, en ouvrant des bureaux régionaux sur tous les continents. Je ne vais pas vous parler du travail de contraste et d'endiguement de notre croissance effectué, avec tous les moyens disponibles, par la CSI, la Confédération internationale des syndicats, l'ancienne "CISL internationale" à laquelle appartiennent tous les syndicats collaborationnistes, dont la Cgil, la CISI, l'Uil. Malgré cela, le FSM

compte aujourd'hui 100 millions de membres dans 102 pays sur tous les continents. Aujourd'hui, avec notre présence au sein du Secrétariat Régional Européen, nous nous sommes fixé pour objectif de ramener les FSM dans tous les pays et de jouer un rôle dans la dénonciation et l'opposition à la fonction impérialiste de l'Union Européenne. Sur ce terrain, des relations importantes et inattendues se développent, notamment avec des parties importantes de la CGT, qui a gagné une bataille importante contre le secrétariat général du syndicat lors du congrès de 2019 en approuvant un programme important qui engage toute la CGT à rouvrir les relations avec les FSM même si elle adhère encore formellement à la CSI. Je veux rappeler que la CGT, avec la CGL, sans le I, a été en 1945 parmi les organisations fondatrices des FSM et que, comme la CGIL, elle est sortie pour rejoindre la CSI à la fin des années 70, lorsque toute l'involution politique de ces organisations a eu lieu.

QUESTION : L'explosion soudaine - mais pas trop - de la crise pandémique (en Italie, nous sommes dans la soi-disant phase 2) a montré, de façon dramatique, l'état de démantèlement auquel les systèmes de santé et de protection sociale ont été réduits alors qu'un présent de chômage, de nouvelle pauvreté et, en même temps, de nouveaux modes d'exploitation tels que le Smart Working commencent à apparaître. Comment le syndicat de base est-il théoriquement et organisationnel équipé pour une conjoncture temporelle où les facteurs immanents de la crise économique s'ajoutent inévitablement aux questions d'époque relatives à la crise évidente du modèle social dominant ?

REPONSE : Comme tout le monde, nous nous interrogeons sur l'avenir résultant du Covid 19. Il est maintenant clair pour tout le monde que le système capitaliste qui s'est avéré incapable d'assurer un avenir à l'humanité est celui qui sort avec des os cassés de cette épreuve très dure qui tue des centaines de milliers de personnes. Surtout, les résultats des politiques de pillage des ressources et de démantèlement de tout système de protection collective qui, dans notre pays mais plus généralement dans le monde entier, s'étaient affirmés grâce aux luttes du mouvement ouvrier après la fin de la Seconde Guerre mondiale et, essentiellement, jusqu'à la chute de l'URSS, se sont fait jour en quelques semaines. Il est maintenant clair qu'une lutte très dure s'ouvre pour empêcher que la sortie de la crise pandémique, qui d'une crise sanitaire est déjà devenue une crise économique et sociale, ne soit supportée par les classes ouvrières et que c'est l'occasion de modifier encore plus les rapports de force entre le capital et le travail, par exemple en modifiant le système contractuel pour le pire, ou qu'avec l'introduction du Smart Working, une plus grande flexibilité et une augmentation du

temps et de la charge de travail seront introduites. Le jeu joué par nos entrepreneurs et les multinationales est que le capital s'approprie les ressources disponibles et parvient ainsi à passer presque indemne d'une crise qui est en grande partie le résultat de sa gestion criminelle du pouvoir. L'énormité des ressources que l'Europe et les gouvernements des pays concernés retirent est impressionnante et devrait faire comprendre à tous que les politiques d'austérité auxquelles les gouvernements et l'UE ont contraint des millions de personnes pendant des années, étranglant des économies entières et massacrant la vie des gens ordinaires, sont le résultat de choix économiques et non d'un réel manque de ressources. La confrontation actuelle, à laquelle il est nécessaire de participer, consiste donc à déterminer où et vers qui les ressources mises en place doivent être dirigées et comment l'État doit à nouveau jouer un rôle général et décisif dans la gestion de ces ressources et, en définitive, dans l'économie. Il est clair que le système entrepreneurial, conscient de la splendeur du capitalisme assisté italien, essaie par tous les moyens de s'assurer la plus grande part. Nous avons donc deux tâches fondamentales, celle de faire de l'analyse de ce qui se passe, des causes réelles, un patrimoine commun, et ce à partir de notre tissu organisationnel pour qu'il puisse arriver dans chaque lieu de travail, dans chaque quartier grâce à une formation large et approfondie des cadres, l'autre est de maintenir ensemble les luttes qui seront certainement le chiffre des mois et des années à venir. Il est évident que les conséquences économiques et sociales de l'après-Covid ne toucheront pas tout le monde de la même manière, même si chacun en portera de profondes cicatrices pendant longtemps. La tâche d'une organisation de classe est de maintenir ensemble, au niveau confédéral, toutes les pressions sur la lutte qui vont se présenter, en les orientant et en les dirigeant de manière à ce que le jeu classique des classes dominantes consistant à monter les différents groupes d'intérêts les uns contre les autres afin d'empêcher un fort impact sur les luttes ne réussisse pas une fois de plus. Au cours de ces dix années, nous avons traversé des situations difficiles et compliquées, mais l'organisation a toujours su s'en sortir grâce à la capacité d'analyse, d'enquête et de prévision et grâce à la structure organisationnelle que nous nous sommes donnée. Je crois que même dans cette phase, l'ensemble de l'USB sera capable d'occuper les espaces politiques qui s'ouvrent et de s'engager avec succès dans la bataille qui nous attend.



Nous publions cet appel auquel nous avons adhéré comme Rete dei Comunisti, en participant aux manifestations de Rome, Milan, Turin, Naples, Bologne, Paris

Non à l'annexion des territoires palestiniens occupés !

Lettre ouverte au monde politique et au monde de l'information

L'administration américaine dirigée par le président Donald Trump, sur les conseils de son gendre-conseiller, le sioniste Jared Kushner, en violation à la loi et du droit international, intervient avec le "Plan du siècle", un plan visant à accélérer l'annexion par Israël des territoires palestiniens occupés, ceux où se trouvent des colonies israéliennes (illégales au regard du droit international) et ceux de la vallée du Jourdain, territoires agricoles vitaux pour la subsistance des Palestiniens.

Le 5 mars, l'ambassadeur américain en Israël, le faucon David Friedman, a déclaré : "Les colonies et la vallée du Jourdain sont importantes pour Israël, tout comme la statue de la Liberté est importante pour les États-Unis d'Amérique", soulignant une fois de plus, la partialité de cette administration envers la question israélo-palestinienne.

Face à la politique agressive, oppressive et colonisatrice du gouvernement israélien, encouragée et soutenue par l'administration américaine, nous, forces de la société civile et politique, défenseurs des droits de l'homme et signataires de cette lettre, exprimons notre dénonciation, notre condamnation et notre rejet.

Nous demandons à l'Italie, aux pays européens qui ont exprimé leur opposition à ce plan et à l'Union européenne de ne pas se limiter à des mots, mais de prendre des mesures concrètes et courageuses dans le respect du droit international, en suspendant les relations économiques et militaires de collaboration scientifique et technologique avec l'État d'Israël, et d'appliquer des sanctions à son encontre, comme cela a été fait envers l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Nous ne pouvons pas continuer à émettre de vaines condamnations avec des mots vains face à la tragédie du peuple palestinien, à l'expropriation continue de ses terres, à la violation et à la négation de ses droits. Nous avons besoin de paroles et d'actes qui mènent à un règlement de paix.

Nous appelons les travailleurs de l'information à faire face à cette énième situation qui vide le processus de paix de son contenu, non pas avec une "équidistance" injuste et fausse, mais en accordant l'attention nécessaire à ceux qui souffrent et voient leurs droits violés.

Les atrocités et les crimes qui touchent le peuple palestinien depuis de nombreuses décennies sont une violation continue du droit international et une blessure pour toute la société humaine qui croit en la légalité et en une paix juste.

Dernier bulletin - Mai 2020

<http://lnx.retedeicomunisti.net/2020/06/02/newsletter-june-2020/>

Comprendre le contexte et saisir les contradictions

By Rete dei Comunisti

Solidarité internationale par la brigade cubaine Henry Reeves

Fonction et perspectives d'un syndicat de classe pendant et au-delà de l'urgence pandémique

By USB

La Région de la Lombardie doit être commissarisée

By Contropiano.org

Les luttes des jeunes pendant la Pandémie - Noi Restiamo

By Noi Restiamo

Débat international



Alba euro-méditerranéen : briser la cage de l'UE et construire une alternative au système

VOIR LA VIDÉO COMPLÈTE

<https://www.youtube.com/watch?v=VKU9V-V7Wo>